

# Economie Solidaire et innovation sociale, un nouveau champ de recherche pour les sciences de l'éducation ? Un regard sur le cas du Brésil.

Ana Dubeux<sup>1</sup>

## Introduction

### 1. Economie Solidaire au Brésil

L'économie solidaire est un champ conceptuel en construction au Brésil. Tous les jours, nous voyons apparaître de nouvelles analyses qui renforcent l'idée que, dans ce pays, la querelle conceptuelle est encore loin d'être achevée. Cependant, un consensus ressort d'entre les auteurs qui travaillent dans ce domaine : nous sommes devant une crise civilisatoire. Une crise paradigmatique qui, pour les pays d'Amérique Latine considérés dans le débat classique à propos du développement comme « sous-développés » ou en « voie de développement », a des conséquences encore plus graves.

Le concept d'économie solidaire au Brésil comprend une grande diversité d'activités économiques organisées selon des principes de solidarité, de coopération et d'autogestion, soit par la recréation de pratiques traditionnelles, soit par l'émergence de formes novatrices. Le champ de l'économie solidaire au Brésil réunit une grande diversité d'expériences qui, indépendamment de leurs statuts juridiques, cherchent à garantir les moyens de « reproduction amplifiée des modes de vie » (Coraggio, 1994). Ce sont des organisations collectives balisées par une éthique solidaire et qui peuvent se présenter sous la forme de différents statuts juridiques ou de pratiques informelles d'organisation parmi lesquelles nous mettons en évidence :

Organisations Collectives	Activités Economiques	Pratiques Solidaires
<ul style="list-style-type: none"><li>• Coopératives</li><li>• Associations</li><li>• Groupes informels</li><li>• Fonds solidaires</li><li>• Banques communautaires</li><li>• Systèmes d'échange locaux</li><li>• Réseaux de coopération économique</li><li>• Entreprises autogérées</li><li>• Etc.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Production de marchandises</li><li>• Fournissement de services</li><li>• Commercialisation</li><li>• Finance and crédit</li><li>• Consommation</li><li>• Commerce, etc.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Autogestion</li><li>• Prix équitable</li><li>• Durabilité</li><li>• Communautés</li><li>• Écologie</li><li>• Etc.</li></ul>

Le premier portrait national de l'économie solidaire est encore très récent et il a été fait à partir d'un partenariat entre le Secrétariat National d'Economie Solidaire (SENAES) et le Forum Brésilien d'Economie Solidaire (FBES). La cartographie a réussi à visiter 52% du territoire brésilien et a identifié presque 22 mille initiatives représentant presque 1,7 millions de travailleurs. (SIES, 2007)

De la perspective historique des luttes sociales au Brésil, nous pouvons suggérer que ce champ hétérogène d'initiatives est le résultat d'un processus de convergence de différents courants autonomistes ou communautaristes, comme un grand fleuve qui reçoit les eaux de différentes rivières et ruisseaux. Un de ces ruisseaux vient de l'expérience de l'autogestion et de la résistance des travailleurs brésiliens en milieu urbain. Le mouvement paysan vient aussi, à partir des luttes historiques pour la réforme agraire et de résistance contre le modèle hégémonique de

---

<sup>1</sup> Ana Dubeux est professeur à l'Université Fédérale Rurale de Pernambuco, Recife, Brésil. Courrier électronique : [anadubeux66@gmail.com](mailto:anadubeux66@gmail.com)

l'agrobusiness, accroître le grand fleuve à partir d'une perspective écologique en opposition à ce modèle. Il y a encore une autre convergence qui vient du courant nourrit par le travail communautaire des églises et institutions de la société civile qui militent dans le champ des droits des citoyens et du développement endogène. Un courant encore peu étudié est celui composé par les mouvements originaires de l'organisation des peuples d'indiens, basé sur la propriété collective des terres et des formes partagées et autogérées de la vie socio-économique. Dans la même direction, il y a l'influence venue du courant originaire de l'organisation des « quilombos<sup>2</sup> » et autres communautés traditionnelles qui récupèrent aussi le sens collectif de la production de la vie matérielle et sociale. Finalement, le grand fleuve est encore nourrit par une pluralité d'organisations publiques et privées (organisations de la société civile, certains secteurs des syndicats, des universités et, plus récemment, des politiques publiques dans les différentes sphères de gouvernement<sup>3</sup>) qui appuient les initiatives économiques solidaires et contribuent à leur consolidation.

Cette grande diversité empirique motive aussi de multiples représentations théoriques. Les initiatives et organisations du champ de l'économie solidaire peuvent aussi se reconnaître sous d'autres désignations, ce pourquoi il est important de distinguer les courants présents dans les débats conceptuels sur l'économie solidaire des différents concepts présents dans les contextes européens et canadiens, entre autres. Ainsi, l'économie solidaire doit être considérée comme un champ conceptuel encore en construction, tel que ce qui se présente dans le champ des pratiques et luttes sociales, politiques et économiques en Amérique Latine.

Pour mieux comprendre l'interface existante entre l'Economie Solidaire et la complexité des mouvements sociaux en Amérique Latine, il est peut être important de voir ce qui a été défini par le Forum Brésilien d'Economie Solidaire (FBES) lors de la réalisation de sa 4<sup>ème</sup> Rencontre National en 2008, en ce qui concerne quelques uns de leurs principaux « drapeaux » et le rapport qu'il établit avec les autres mouvements sociaux :

- a) La lutte des travailleurs contre la subordination du travail par le capital et de la mise en valeur de la propriété individuelle des ressources productives et pour la gestion collective des moyens de production, des produits du travail, de la solidarité et de la coopération entre les travailleurs.
- b) La lutte de l'agriculture paysanne et de la réforme agraire, basée sur les principes de l'agroécologie dans le sens de préserver les principes de gestion collective et démocratique dans les processus de gestion de l'accès à la terre, à l'eau et aux ressources génétiques, cherchant la préservation des ressources naturelles avec l'adoption de pratiques durables.
- c) La lutte des communautés traditionnelles (quilombolas, afro descendants, indiens, pêcheurs artisanales, etc.) par la reconnaissance et la mise en valeur des connaissances et pratiques traditionnelles, de leur diversité ethnique et culturelle et la promotion de leurs droits territoriaux perdus.
- d) La lutte pour la réforme urbaine et la gestion collective des espaces publics et de l'habitat.
- e) La lutte pour la gestion durable des déchets par le biais de l'autogestion et de l'inclusion sociale des « recyclateurs » de résidus solides.
- f) La lutte pour la participation populaire dans la définition et le contrôle social des politiques publiques et des budgets ;

---

<sup>2</sup> Les quilombos sont des organisations d'esclaves qui ont réussi à s'enfuir de chez leurs « propriétaires » et qui ont créés des communautés autonomes d'un point de vue économique et social et qui sont devenues des pôles de résistance contre l'esclavage.

<sup>3</sup> Dans un pays fédéral comme le Brésil, il y a 3 niveaux de politique : nationale, propre à un état et municipale.

- g) La lutte des femmes pour l'égalité de genre, race et ethnie et pour la reconnaissance de la femme en tant que sujet du développement économique et sociale dans une économie fondée sur la solidarité ;
- h) La lutte contre toutes les formes de préjugé et de discrimination par ethnie, orientation sexuelle, génération, religion ou par les conditions physiques, psychiques ou économiques ;
- i) La lutte pour l'inclusion sociale de personnes handicapées, âgées, porteuses de HIV, détenus et ex-détenus, avec des problèmes mentaux, etc.
- j) La lutte pour la mise en valeur des identités et manifestations culturelles rurales et urbaines, indigènes, parmi d'autres ;
- k) La lutte des jeunes urbains et ruraux pour l'accès à l'éducation, la culture, l'emploi et contre la violence ;
- l) La lutte pour l'inclusion digitale et les logiciels libres ;
- m) La lutte environnementaliste pour le développement durable, la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes ;
- n) La lutte pour la démocratisation de la communication à travers un libre accès et usage et contre le monopole des médias ;
- o) La lutte pour l'éradication du travail infantile et esclave.

### 1.1 – Le rapport au marché

La diversité existante dans ces « drapeaux » est symbolique pour expliquer la diversité de pratiques et, par conséquent, d'orientations théoriques qui engendrent le champ de l'économie solidaire au Brésil. Dans ce cadre complexe, nous allons mettre en évidence un aspect qui est peut-être le plus emblématique dans la consolidation aussi bien des champs théoriques que pratiques et essentiel pour la formulation d'une « *praxis* » d'éducation en Economie Solidaire : le rapport de l'Economie Solidaire au marché.

Dans ce débat au Brésil, nous pouvons identifier trois tendances principales, peut être en prenant le risque d'être réducteur et en même temps affirmant que c'est un regard panoramique sur la question et pour cette raison nous ne prenons pas le risque de classer des auteurs dans les différentes conceptions :

- a) **L'insertion dans le marché** – Une partie des scientifiques et praticiens qui discutent l'économie solidaire ont encore une vision très attachée à la logique traditionnelle du marché. Ceux qui créent dans cette conception ont des pratiques, principalement de production et commercialisation, qui n'ont pas encore rompu avec les orientations des stratégies de gestion et de commercialisation du capitalisme, malgré les discours sur l'existence d'une autre économie. Dans ce sens, nous identifions une démarche de progrès par rapport à la démocratie interne des initiatives, mais encore avec beaucoup de difficultés en ce que concernent les rapports de celles-ci avec leur entourage et le marché. Nous remarquons parmi les initiatives et les organismes d'appui qui fonctionnent selon ce mode, qu'ils semblent avoir une conception de l'économie solidaire dans laquelle cette dernière n'occuperait une place que dans les activités où le marché capitaliste et l'Etat ne sont pas présents.
- b) **L'articulation avec le marché** – Cette tendance met en avant une stratégie bien marquée d'articulation avec le marché capitaliste (et non pas une insertion) avec la constitution d'une stratégie parallèle de découverte de nouveaux marchés (principalement dans la ligne des nouveaux créneaux de marché) et plus spécifiquement de construction d'un marché économique solidaire. Ceux qui sont en phase avec cette conception voient l'économie solidaire plutôt dans une

perspective sectorielle mais avec des possibilités de pouvoir surmonter la stratégie capitaliste de développement. Dans la pratique, les adeptes de cette vision sont tout le temps dans une sorte de « crise d'identité » et basculent du premier concept ici indiquée vers le troisième et vice versa.

c) **La construction de marchés économiques solidaires** - Le troisième groupe de théoriciens et praticiens oriente ses pratiques selon le principe de l'inter-coopération et utilise l'organisation en réseaux économiques solidaires comme outil principal de rapport au marché, dans une démarche de négation du modèle capitaliste et de construction d'un autre modèle de développement économique et sociale et donc sans privilégier l'articulation ou l'insertion dans le marché capitaliste. La stratégie principale est de promouvoir l'articulation des initiatives de différentes natures et avec une énorme diversité dans une perspective de complémentarité des activités socio-économiques qui vont de la production de matières premières à sa transformation, en passant par l'offre de services et le rapport avec les consommateurs et la société en générale. Cette optique considère encore l'enracinement territorial comme principal axe de travail dans la construction de l'économie solidaire, mais en même temps avec un regard sur la dimension nationale et internationale. Finalement, cette conception comprend l'économie solidaire comme multidimensionnelle, c'est-à-dire, qu'elle considère les aspects politiques, sociaux, économiques, environnementales, culturelles, entre autres, comme étant indispensable à la constitution même du champ de l'économie solidaire.

L'existence de ces différentes approches du rapport que l'économie solidaire établis avec le marché indique le besoin d'une analyse qui puisse approfondir ces conceptions et l'impact qu'elles ont dans les processus éducatifs en économie solidaire. Dans cette perspective quelques éléments sont prioritaires mais, dû aux limites posés dans la rédaction d'un article, nous n'allons pas donner suite à cet approfondissement mais seulement les indiquer :

- L'ensemble des valeurs qui orientent l'action telles que coopération, solidarité, égalité, durabilité, entre autres, et qui forment un corps éthique qui définit les contours de la conceptualisation et des pratiques de l'économie solidaire.
- La compréhension du concept et des pratiques de travail, aussi bien que des caractéristiques inhérentes à la gestion des rapports de travail à l'intérieur des initiatives ;
- Les pratiques de gestion / autogestion des initiatives en ce qui concerne l'application du corps éthique de l'économie solidaire, c'est-à-dire, dans quelle mesure les valeurs indiquent des innovations dans le sens de la démocratisation de la gestion des initiatives
- Le rapport de l'initiative avec son entourage dans plusieurs dimensions telles que politique, communautaire, sociale, culturelle, économique et environnementale.
- Les concepts et pratiques de commercialisation principalement en ce qui concerne la manière dont les initiatives s'articulent dans leurs filières respectives.
- Le rapport avec les consommateurs. Ceci est peut être le plus important dans le sens où il faut établir de nouvelles stratégies qui puissent aller dans les deux principales directions: a) le rapprochement des différentes parties d'une filière ; b) développer vers la société en générale une stratégie de changement dans la culture de consommation des citoyens ;

## 2. Education en Economie Solidaire et les sciences de l'éducation

Les recherches dans les sciences de l'éducation ont la tradition d'analyser les rapports entre le monde du travail et l'éducation à travers les recherches sur la thématique formation

professionnelle. Cependant, la majorité des travaux dans le domaine, au moins en ce qui concerne la littérature au Brésil<sup>4</sup>, font cette analyse à partir d'un regard sur le monde des entreprises classiques. De plus, la majorité de ces analyses n'avancent pas beaucoup dans la proposition d'alternatives de modèles de formation, une fois que normalement ces derniers sont complètement attachés aux modèles de production auxquels ils sont liés. Ainsi, la tradition dans le domaine est d'élaborer des critiques aux modèles existants sans permettre un saut qualitatif en ce qui concerne une proposition plus globale de formation humaine et professionnelle pour les travailleurs, surtout ceux qui choisissent une voie autre que le marché classique du travail

A partir des éléments indiqués, il est important d'évaluer le rapport que nous pouvons établir entre les trois principales conceptions auparavant définies sur le rapport au marché et l'éducation, en sachant que, dans cet article, nous ne nous intéresserons qu'au troisième concept qu'est la construction de marchés économiques solidaires. Dans ce sens, il est peut être important de définir notre conception d'éducation en économie solidaire en expliquant la tournure que celle-ci prend dans la mise en œuvre d'actions dans ce champ. Nous réaffirmons donc la conception qui a été établie lors de la réalisation de la 1<sup>ère</sup> Conférence thématique de formation et assistance technique en économie solidaire au Brésil :

« L'éducation en économie solidaire peut être définie comme une construction sociale à laquelle participe une grande diversité de sujets et d'actions orientés vers la promotion du développement durable et qui considère les dimensions économique, environnementale, culturelle, sociale et politique. L'économie solidaire reconnaît le travail comme un principe éducatif dans la construction de connaissances et de nouveaux rapports sociaux. Ainsi, les actions politico-pédagogiques innovatrices, autogestionnaires et solidaires, sont fondées sur une perspective émancipatrice de transformation des sujets et de la société. La formation et l'assistance technique sont des processus inhérents à l'éducation en économie solidaire et donc, partagent cette même conception. Ces processus sont conçus en tant que praxis d'apprentissages collectives, construction et partage de savoirs, réflexions et recherches sur (et à partir de) la réalité des travailleurs de l'économie solidaire. En comprenant la praxis comme une interrelation entre théorie et pratique à partir de l'observation sur la réalité, dans un mouvement constant de réflexion et d'évaluation, il en résulte de nouvelles idées et actions.» (Conférence thématique en Economie Solidaire, 2010)

La conception présentée indique le besoin de réinventer les pratiques éducatives en économie solidaire. L'épistémologie de l'éducation en économie solidaire nous conduit à considérer les pratiques et les concepts de l'éducation populaire qui nous apprennent « qu'il est nécessaire de semer le doute lorsque les rapports pédagogiques « pseudo neutres » génèrent la domination de ceux « qui ne savent pas » par ceux « qui savent ». Elle nous apprend encore que, faisant de l'éducation un acte politique, nous ne pouvons pas nous baser sur des techniques d'enseignement et d'apprentissage et dans des recettes pédagogiques qui, en fonctionnant dans nos têtes comme une sorte de « fétiche de la marchandise », peuvent avoir un pouvoir surnaturel de rédimmer les êtres humains et, ainsi, résoudre tous les maux sociaux. (TIRIBA, 2006, p. 1)

Dans l'exercice quotidien de la praxis pédagogique les expériences formatives en économie solidaire, qui ont le travail en tant que principe éducatif, cherchent à construire les bases de la pédagogie de l'autogestion. Et, en comprenant que l'autogestion oriente la pratique des sujets de l'économie solidaire, il est important d'affirmer que, selon Nascimento (2010, p. 8), elle comprend la métamorphose du « travail salarié » vers le « travail associé » ce qui implique une vraie mutation culturelle, un processus de longue durée. Dans les mots de Gramsci : « une révolution morale et intellectuelle ». Ainsi le fondement de la présence constitutive de l'éducation en l'économie solidaire

---

<sup>4</sup> A ce propos voir Alves(2000 et 2006), Antunes (2001, 2002 et 2006), Arruda (1989), Batista (2006),Frigotto (1997 et 2001), Kuenzer (1997), Lucena (2004), Machado (1992), Oliveira (2005), entre autres.

est l'exercice collectif de l'expérimentation de l'autogestion dans les lieux de travail en tant que processus éducatif pour les travailleurs de l'économie solidaire. Et, plus que cela, il est aussi certain que l'autogestion requiert une éducation gérée par les travailleurs eux-mêmes, même que cela n'exclue pas la présence d'éducateurs externes.

Dans ce sens, il n'y a pas un moyen d'enseigner la pédagogie de l'autogestion. Sa construction repose sur la réalisation d'expérimentations. L'expérimentation doit être considérée comme une procédure inhérente au mode de fonctionnement autogestionnaire ; les procédures expérimentales dans les lieux de travail consistent à mettre en pratique de nouvelles formes d'organisation, production, commercialisation, de nouvelles techniques, de nouvelles manières d'établir le partage des tâches quotidiennes et de nouveaux rapports interpersonnels. Le nouveau mode de fonctionnement doit vérifier ou INFORMER les attentes, les hypothèses, les espoirs qui ont été formulés par les travailleurs en autogestion. (Nascimento, 2010, p. 56)

Dans ce cadre d'analyse, les référentiels théoriques traditionnellement utilisés dans les sciences de l'éducation ne sont pas suffisants pour analyser les processus de formation en ES. Il est nécessaire d'aller plus loin en cherchant à composer l'analyse pédagogique des processus avec des référentiels de la sociologie, de l'économie ou encore de l'anthropologie. Cela est aussi vrai si nous considérons que les processus formatifs que nous analyserons, dans le cadre de l'expérience brésilienne, sont générateurs d'innovation sociale. Ce qui nous semble évident dans la dynamique brésilienne est d'abord la capacité de changement de la réalité et aussi d'innovation sociale possible lorsqu'une grande concertation d'acteurs prend place dans une réalité, malgré les intempéries que nous pouvons trouver dans celle-ci. Cela semble mettre à nu une nouvelle conception de développement territoriale dont le moteur est l'échange de savoirs mis au service de l'innovation sociale.

C'est pour cette raison qu'il faut établir un lien entre la conception du rapport au marché qui établit les initiatives et la conception d'éducation. Ce sont les initiatives qui cherchent une voie de construction de marchés économiques solidaires qui sont les plus innovatrices dans cette expérimentation de la pédagogie de l'autogestion, car elles font l'expérimentation de l'innovation dans leurs pratiques de gestion, commerciales, de construction des rapports de travail, entre autres.

### 3. Le Centre de Formation en Economie Solidaire de la région Nordeste au Brésil

#### 3.1 – Historique de la mobilisation nationale

Le Forum Brésilien d'Economie Solidaire (FBES), espace public d'articulation entre initiatives, élus et organismes d'appui créé en 2003, à l'occasion de la 2<sup>ème</sup> Réunion plénière brésilienne d'Economie solidaire, est aujourd'hui l'instance nationale de congrégation, d'articulation, de débats, d'élaboration de stratégies et de mobilisation du mouvement d'Economie solidaire au Brésil, avec une représentation dans les 27 états brésiliens (Forums d'état d'Economie Solidaire – FEES). Le FBES représente, également, le mouvement d'Economie solidaire auprès du pouvoir public (auprès des sphères fédérale, des Etats de la Fédération et des municipalités, par le biais de la Coordination nationale et des Forums des Etats et des municipalités), et auprès des entités, des réseaux et des organismes nationaux et internationaux.

Dans l'historique de ses sept ans de vie, le FBES a déjà réalisé 4 plénières nationales qui ont servi à définir un projet politique, une plateforme de priorités et un plan stratégique d'action. Depuis les premiers débats réalisés au sein du FBES, la formation et l'assistance technique aux initiatives a toujours été une priorité du mouvement, d'ailleurs, la dernière plénière les a indiqués comme une des 4 priorités parmi d'autres. Dans ce sens, depuis 2005 il a été créé un Groupe de Travail (GT) sur la formation et l'assistance technique en économie solidaire. Le groupe de travail allait dans le sens de Co-construction avec le gouvernement fédérale d'une politique publique de formation et assistance technique. Dans cette construction, nous mettons en évidence quelques aspects de l'historique de la mobilisation nationale du FBES autour de la thématique de la formation et assistance technique en économie solidaire :

## 2005

=> Le FBES réalise le 1<sup>er</sup> Atelier National de Formation. Dans cet atelier est créé le Groupe de Travail National sur la formation en ES.

## 2006

=> Publication de la première brochure sur les résultats de l'atelier ;

=> Réalisation de la 1<sup>ère</sup> Conférence Nationale de ES, dont la formation est considérée comme une des priorités.

=> Début des activités du **Conseil National d'Economie Solidaire** (56 organismes représentés) qui créa une chambre thématique de formation et assistance technique.

## 2006/2007

=> Entre décembre/2006 et février/2007 le FBES réalise **5 Ateliers régionaux** préparatoires au 2<sup>ème</sup> Atelier National (réalisé en avril), qui mobilisent environ 150 expériences de tout le pays. Objectif Principal: Approfondissement des résultats du I Atelier et le début de l'organisation d'un Réseau National de Formateurs en Economie Solidaire;

=> Appel d'offre pour la mise en place des centres de formation en ES, construit en rapport avec le Ministère du Travail et de l'Emploi.

## 2008

=> **4<sup>ème</sup> Plénière National du FBES**. Renforcement de la formation en tant qu'une des 4 thématiques prioritaires et approfondissement du débat politique autour des stratégies de mise en place d'une politique de formation du FBES.

## 2009

=> Mise en place des 6 Centres de Formation en Economie Solidaire (1 national et 5 régionaux)

=> Mise en place de 4 Groupes d'Assistance Technique en Economie Solidaire (NEATES)

Un regard sur l'historique de la mobilisation nationale sur la formation en économie solidaire au Brésil peut nous permettre d'approfondir un peu plus le débat à propos de l'articulation du mouvement d'économie solidaire et des politiques publiques dans cette construction.

Le premier point important pour la réflexion est sur la mobilisation en soi, c'est-à-dire, la tournure que prend le débat sur l'importance de la formation aussi bien dans le mouvement d'économie solidaire que dans les politiques publiques mises en place. Il nous semble que cela configure la concrétisation d'un grand processus d'innovation sociale à partir d'une logique territoriale telle que l'affirme Moulaert (2008, p. 54) comme étant : « *la satisfaction des besoins humains à l'innovation dans les rapports sociaux de gouvernance, soulignant en particulier le rôle de la capacité sociopolitique et l'accès aux ressources nécessaires à la satisfaction des besoins humains, y compris la participation aux prises de décision politiques au sein de structures souvent aliénantes sinon opprimantes.* » Selon le même auteur, cela se fait à partir « *d'une approche de développement territoriale intégrée qui associe aux sphères du développement sociale les rôles stratégiques des acteurs principaux selon le principe structurant de l'innovation sociale* »

Le choix du mouvement d'économie solidaire en Co-construction avec le gouvernement fédérale au Brésil semble aller dans la direction de l'expérimentation de nouvelles pratiques formatives en économie solidaire, à partir d'une optique territoriale, comme élément fondant de la capacité même d'innovation sociale possible avec les acteurs. La configuration d'un réseau national de formateurs en économie solidaire créé à partir des constructions régionales est l'indicateur principal de ce choix et le regard un peu plus approfondi sur le projet politico-pédagogique du Centre de Formation en Economie Solidaire de la Région Nordeste est un point de départ pour mieux

comprendre la perspective de la formation dans la constitution du champ de l'économie solidaire au Brésil dans l'actualité.

### 3.2 – Le projet Politico-Pédagogique du Centre de Formation en Economie Solidaire du Nordeste

Aujourd'hui, les sociétés modernes vivent à l'époque de la "culture du projet" qui amène dans notre quotidien des conduites d'anticipation pour prévoir et exploiter l'avenir. Cette influence sur l'avenir à partir de nos adaptations quotidiennes n'a de sens que si le domaine que nous essayons de développer sur les différents espaces et réalités a pour fonction d'améliorer les conditions de vie de l'être humain. Dans une grande partie des institutions qui interviennent auprès des initiatives d'économie solidaire, cette culture est encore plus forte.

Le mot projet est originaire du latin "*projectu*, participe passé du verbe *projecere*, qui signifie lancer en avant" [Veiga, 2001, p.12]. Dans la définition d'Alvarez (1998) le projet représente le lien entre le présent et le futur, et surtout, il est la marque de passage du présent vers le futur. Pour Fagundes (1999), le projet est une activité naturelle et intentionnelle que l'être humain utilise pour chercher des solutions aux problèmes qui surgissent dans son entourage et pour construire de nouvelles connaissances. Dans le monde contemporain, le projet est le moteur du dynamisme, et, de plus en plus, le point de départ des mouvements d'action et de transformation. C'est surtout et avant tout un outil permettant de prévoir et de maîtriser autant que faire ce peut l'avenir dans un but de performance et d'efficacité.

Boutinet (2002), dans son étude sur l'anthropologie du projet, explique que le terme de projet a eu sa reconnaissance à la fin du XVIIe siècle et que la première tentative de formalisation d'un projet est originaire du domaine du bâtiment, à travers le sens donné à la planification d'une création architectonique. Déjà, à cette époque, l'expression a été utilisée dans un but similaire à celui que nous connaissons actuellement, malgré la marque de la pensée médiévale, "dans laquelle le présent prétend être la réactualisation d'un passé considéré comme jamais existé." (p. 34)

Dans la perspective d'essayer de faire une synthèse, nous pourrions peut être dire que le mot projet fait référence à l'idée d'avenir... quelque chose de lancé, de mis en avant pour une action intentionnelle et systématique dont : utopie concrète / confiance ; rupture / continuité ; instituant / institué. Selon Gadotti [cité par Veiga, 2001, p.18]

*« Tout projet suppose la rupture avec le présent et des promesses pour l'avenir. En période d'instabilité, projeter signifie chercher une stabilité à travers un projet qui promet un mieux-être par rapport au présent. Un projet éducationnel doit être pris en compte comme une promesse face à certaines ruptures. Les promesses permettent de rendre visibles les champs d'actions possibles, en engageant les acteurs qui les ont formulées. »*

Le terme projet politico-pédagogique (PPP), normalement utilisé par les professionnels de l'éducation en référence directe avec le quotidien des écoles, s'adapte très bien au contexte des ITCP car le processus que ces derniers vivent dans la formation et l'accompagnement des coopératives populaires est éminemment politique et pédagogique. Ces deux dimensions, intrinsèquement liées, se traduisent dans la pratique par un "*instrument théorico-méthodologique qui vise à aider à surmonter les défis quotidiens de l'école, de façon réfléchie, consciente, systématisée, organique et, ce qui est essentiel, participative. C'est une méthodologie de travail qui permet une nouvelle signification de l'action de tous les agents de l'institution.*"<sup>5</sup> [Vasconcelos, 1995, p.43]

---

<sup>5</sup> L'auteur définit le projet politico-pédagogique pour les écoles, mais la définition s'adapte très bien au travail des ITCP

Ainsi, le projet politico-pédagogique possède deux dimensions comme l'expliquent André (2001) et Veiga (2001) : la politique et la pédagogique. Les auteurs, qui analysent le quotidien des écoles affirment qu'il est politique "*dans le sens d'engagement avec la formation d'un citoyen pour un type déterminé de société*" [André, 2001, p. 189] et il est pédagogique parce qu'il offre la possibilité de la réalisation de l'intentionnalité de l'école, qui est la formation d'un citoyen participatif, responsable, engagé, critique et créatif. Dans le contexte d'une analyse éducative, la dimension pédagogique est celle qui définit les actions éducatives de l'école et elle a pour but la concrétisation de ses propos et de son intentionnalité [Veiga, 2001 p.12] Ainsi, "*la dimension politique se concrétise dans la mesure où elle se réalise en tant que pratique spécifiquement pédagogique*" (p.13).

Et dans quel sens pouvons-nous réfléchir sur le projet politico-pédagogique du Centre de Formation en Economie Solidaire/Région Nordeste (CFES/NE) comme une proposition d'innovation dans le champ de l'éducation ? Une deuxième question est : Quels liens pouvons-nous établir entre le projet politico-pédagogique du CFES/NE et la conception du rapport au marché qui émerge de ce dernier ?

Le PPP du CFES/NE est construit à partir de quatre axes principaux :

- *Le contexte* – qui exprime leur perception de la complexité de la réalité global en ce qui concerne leurs problèmes, défis et espoir.
- *Concepts politico-philosophiques* – qui explicitent le modèle de société et d'utopie aussi bien que les fondements de leur proposition politique et socio-économique.
- *La Pédagogie de l'autogestion et de la systématisation* – qui traduit l'utopie instrumentale, explicitant les options (en termes idéales) du champ d'action du CFES, aussi bien que les fondements de ces options en théorie.
- *La Stratégie politique, formative et l'organicité du réseau de formateurs* – qui définit les principales stratégies collectives de consolidation de l'action du CFES/NE.

### 3.2.1 – L'axe 1 : le contexte

Dans le premier axe du PPP du CFES/NE, nous pouvons retrouver quelques éléments d'analyse du contexte qui permettent de localiser la région Nordeste au Brésil dans les confluences et divergences avec les scénarios nationaux et internationaux. Le Nordeste est une des régions brésiliennes qui présente le plus grand niveau d'exclusion socio-économique et le PPP du CFES/NE explique cela à partir d'une analyse historique depuis la colonisation comme base pour la construction socio-économique actuelle. Dans l'ensemble de cet axe, quelques éléments ressortent comme importants dans le débat sur la formation, en particulier avec le croisement que nous voulons apporter dans ce texte avec la conception du marché inhérente au projet formatif. A partir de la lecture du document, nous montrons les éléments les plus importants dans la formation sociale de la région mis en évidence dans l'axe 1 :

- La période coloniale vécu à partir de la soumission brésilienne au Portugal a provoqué dans la région un avilissement culturel, accompagné d'une perte de savoir-faire traditionnels des ethnies présentes dans les populations natives. Le PPP du CFES/NE affirme « *qu'un tel choc culturel pratiqué dans toute l'Amérique Latine est appelé par Temple, selon Lisboa (2003), d'«économicide» : la substitution des structures traditionnelles de réciprocité par les structures occidentales de marché. Au Brésil, il n'y a pas eu le passage d'une société féodale vers une société bourgeoise, comme en Europe. Le modèle colonial provoque l'internationalisation par des contingences historiques. (Fernandes, 2008) A cette époque, nous avons donc, dans la région Nordeste, l'installation du modèle agroexportateur basé sur l'extractivisme<sup>6</sup> et sur la*

---

<sup>6</sup> Le mot extractivisme désigne un système d'exploitation se résumant à la cueillette à des fins de subsistance ou commercial des ressources naturelles non ligneuses de la forêt.

*monoculture de canne-à-sucre. Pour l'expansion de ce modèle, on a utilisé la main d'œuvre esclave, en particulier de la population africaine. La formation culturelle de la région, à travers ces peuples et ethnies de différentes origines et caractéristiques, a, dès lors, naturellement incorporé la résistance aux modèles imposés, surtout par ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique, groupe majoritairement composé d'européens ou descendants. » (CFES/NE, 2010)*

- L'Etat brésilien, à partir des années 50, a financé l'implantation du modèle urbano-industriel (appelé le modèle « développementiste »), qui gagne en force et vitesse sous l'égide du gouvernement de Juscelino Kubitschek. Inspiré par les théories keynésiennes et par l'essai de 'sauver' le capital dans sa crise de la période d'après guerre, l'Etat a eu le rôle de conducteur de la croissance économique en total accord avec la stratégie capitaliste de cette période. *« Pour la région Nordeste au Brésil, cela se fait par la création de la Superintendance de Développement du Nordeste (SUDENE), en 1959 qui a favorisé l'expansion du capital industriel, entre autres, par le biais de mécanismes de subsides fiscaux, provoquant la concentration de terre et de revenu, l'expulsion de milliers de paysans, la diminution de la production de nourriture ; et a forcé la migration vers la périphérie des métropoles du Nordeste ou même d'autres régions du pays. (OLIVEIRA, 1977, p. 115-116)<sup>7</sup>. Ainsi, le modèle urbano-industriel – mis en place principalement dans la région Sudeste – a laissé aux paysans, principalement ceux du sertão (région la plus sèche du Nordeste) le rôle de main d'œuvre de réserve dans la stratégie mise en route par le capitalisme dans le pays. » (CFES/NE, 2010)*
- A la fin des années 80, les premières études mettent en évidence les signaux de la construction d'une autre économie : l'économie de la solidarité – au Chili par Razeto, l'économie des secteurs populaires – par Gaiger dans le sud du Brésil et par Gabriel Kraychete dans la région Nordeste. *« Dans cette construction, la présence de l'agriculture familiale devient évidente en tant que sujet de la politique publique à partir des années 90, à partir de l'incorporation des paysans, des pêcheurs artisans, des quilombolas, des indiens, entre autres. La politique publique commence à reconnaître une diversité d'identités, malgré le fait que leurs stratégies vont encore dans le sens de l'homogénéisation de ces groupes. » (CFES/NE, 2010)*
- La crise du modèle d'accumulation du capital qui a éclaté de façon plus forte à partir de la fin 2008 que commence à partir d'une crise plus localisée aux Etats-Unis, c'est le résultat plus évident de la « mondialisation du capital ». Dans ce sens le PPP du CFES/NE amène la réflexion de Santos (2009) qui affirme que : *« la facture des crises est toujours payée par ceux qui n'ont en rien contribué pour qu'elles aient lieu, l'écrasante majorité de citoyens, dû au fait que c'est avec leur argent que l'Etat intervient [...] Nous ne sommes pas devant une « desmondialisation », mais nous assistons à une nouvelle globalisation post-néolibérale qui se manifeste avec une stratégie beaucoup plus diversifiée que les antérieures. De nouveaux régionalismes, aujourd'hui présents en Afrique et en Asie par exemple, mais, surtout, très importants en Amérique Latine, comme par exemple démontré par la création de l'Union des Nations Sud-Américaines et de la Banque du Sud. A son tour, l'Union Européenne, le régionalisme le plus avancé, devra obligatoirement changer l'identité néolibérale de ceux qui la gouverne actuelle, sous la peine de suivre le même destin que les Etats Unis. »*
- Dans le document, le CFES/NE essaye encore de réfléchir sur la question : quelle est la place de l'économie solidaire dans ce contexte ? Et dans ce sens, il met en évidence finalement, *« l'existence d'espaces publics pluriels (réseaux, forums, comités, etc.) de construction d'actions collectives qui se montrent très fréquemment dans les expériences des sujets sociaux au cours des vingt derniers années, en particulier dans les contextes ruraux. [...] Les*

---

<sup>7</sup> OLIVEIRA, Francisco de. Elegia para uma re(li)gião: Sudene, Nordeste, planejamento e conflito de classes. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1977.

*acteurs de l'économie solidaire sont mandataires de la construction d'une autre économie, de la paix, de l'écologie, du respect des différences, des ethnies et des genres à travers l'établissement de rapports socio-économiques plus justes, solidaires et de coopération. [...] Nous identifions dans la construction de l'ES dans la région, des acteurs emblématiques tels que l'église catholique, les mouvements populaires, le mouvement des femmes, le mouvement syndical (Central Unica dos Trabalhadores - CUT) et le mouvement pour la réforme agraire à partir de la lutte des sans terre. (CFES/NE, 2010)*

Les éléments mises en évidence dans l'axe 1 du PPP du CFES/NE signalisent une construction singulière dans le débat sur l'Economie Solidaire au Brésil car il semble dénoter une conception qui affirme l'économie solidaire comme un paradigme de stratégie de développement. Ainsi, malgré les origines de la formation sociale de la région et les conséquences de la crise actuelle du capitalisme aujourd'hui, la région semble aller dans la direction de la consolidation d'une stratégie d'articulation entre les expériences pour le développement de leurs rapports avec le marché.

La logique de l'agriculture paysanne<sup>8</sup> semble être très présente dans le document dans une perspective de rupture (toujours très forte) et de résistance à la stratégie modernisatrice du capital. Cela est peut être vrai aussi car la région n'a jamais vraiment réussi à s'insérer dans cette logique (différemment d'autres régions du pays), dû à sa condition de sous-développement. Et, pour consolider cette logique, il semble que la stratégie territoriale est le plus grand outil mis au service de la construction de l'économie solidaire dans la région.

### 3.2.2 – L'axe 2 : Concepts politico-philosophiques

Dans l'axe 2 du PPP du CFES/NE, nous retrouvons la conception du centre de formation sur son idéal de société aussi bien que son utopie en ce qui concerne les fondements de leur proposition politique et socio-économique. Dans cette partie du document, nous voyons ressortir avec force la construction nationale du FBES (dans les résultats du deuxième atelier national de formation en ES), résultat d'années de mobilisation national, déjà présentée dans cet article, autour du débat sur la formation. Les points suivants sont un résumé de l'intégralité de cet axe dans le PPP du CFES/NE, car nous retrouvons ici l'essence de la conception de l'éducation en économie solidaire développée au Brésil à nos jours, qui semble être d'une grande actualité et très innovatrice dans sa base.

- Les processus éducatifs ont comme principe et horizon les valeurs et pratiques de l'économie solidaire qui présente la construction de nouveaux rapports économiques et sociaux qui sont construits et reconstruits quotidiennement par les sujets qui la constituent dans un espace déterminé.
- Ces processus sont fondés sur la coopération et l'autogestion au travail et dans toutes les instances de production et de reproduction de la vie, donc, le point de départ des processus éducatifs est la pratique de la solidarité, comprise comme activité humaine qui, en opposition aux principes de la compétition et de l'individualisme, s'oriente par l'horizontalité des rapports entre les être humains, indépendamment de leurs conditions socio-économiques, tout en considérant les inégalités de genres, races et ethnies existantes et en respectant les différences de génération et de religiosité.
- L'éducation en économie solidaire prend en compte la solidarité dans sa dimension ontologique et libératrice (condition humaine, constituant de la vie sociale), comme une construction sociale historique réalisée par des hommes et des femmes qui cherchent à constituer et maintenir des liens sociaux basés sur la coopération, la réciprocité et la confiance, entre autres, qui se manifestent dans plusieurs espace-temps personnels et

---

<sup>8</sup> L'agriculture paysanne peut être référencié dans le sens attribué par Mendras (1976) que dit que nous l'a retrouvons là où subsiste une société paysanne marquée par des relations de proximité et d'interconnaissance, une autonomie relative par rapport au marché et la médiation de notables locaux.

historiques qui partagent un même espace physique/subjectif. Les pratiques pédagogiques doivent avoir pour objectif la consolidation de réseaux de coopérations solidaires qui puissent permettre une meilleure qualité de vie pour ceux qui les rejoignent.

- Les pratiques formatives renforcent l'organisation des travailleurs/travailleuses autour d'un projet économique et sociale très politique, fondé sur la valorisation du travail et non pas du capital. C'est pour cela qu'en même temps qu'ils dénoncent l'exploitation du travail, qu'ils critiquent la logique capitaliste et patriarcale qui exclue et opprime l'être humain (divisant la société entre « acheteurs et vendeurs de force de travail »), les processus éducatifs, développés dans l'économie solidaire, annoncent d'autres rapports de pouvoir, fondés sur la coopération, l'autogestion et l'égalité des rapports de genre, cherchant à construire une autre sociabilité, une autre société, une autre façon de produire et reproduire la vie ;
- L'éducation en Economie Solidaire implique la construction de nouveaux rapports entre les personnes mais aussi avec la nature (dont les êtres humains font partie). Les pratiques éducatives cherchent à établir la rencontre des êtres humains avec eux-mêmes, avec leur entourage, avec la société en général et avec la planète à travers la construction de différents processus de travail et pratiques socio-environnementales qui respectent, préservent et conservent la biodiversité de la faune et de la flore, de manière durable.
- Les processus éducatifs qui défendent le respect de la vie dans toutes ses dimensions, incorporent l'affectivité et la sensibilité comme éléments indispensables à la formation humaine, tout en reconnaissant la quête de la joie, de la félicité et de la liberté individuelle et collective en tant que droits de la personne, favorisant les « retrouvailles » avec le sens du faire et la rencontre avec le plaisir et la création. La culture populaire et l'incorporation des biens symboliques tels que la musique, la danse, le théâtre, les arts plastiques et autres manifestations de la culture, sont considérés comme des éléments constitutifs des pratiques éducatives.
- L'insertion et l'articulation en réseaux est un principe éducatif essentiel. Le processus éducatif a comme point de départ la création d'un esprit d'investigation collectif, capable d'engager tous les acteurs dans les processus éducatifs, aussi bien pour qu'ils puissent dévoiler le monde que pour qu'ils puissent partir à la quête d'innovations génératrices de transformations politiques, économiques, sociales et culturelles.

Les pratiques formatives expérimentées à partir de cette optique semblent indiquer une nouvelle route pour les processus éducatifs en économie solidaire. Nous pouvons retrouver dans cette conception l'indication d'une rupture non pas seulement avec la conception plus traditionnelle d'éducation et formation présente dans les pratiques formatives en économie solidaire mais principalement d'une nouvelle construction à faire pour que la consolidation de l'économie solidaire soit viable. Cela car il semble évident dans la conception du PPP du CFES/NE que c'est à partir de la construction d'une logique de réseau implicite aux pratiques éducatives en économie solidaire que les processus de transformation des logiques individuelles et collectives opèrent.

L'analyse du contenu du PPP du CFES/NE nous permet encore de tirer d'autres conclusions si nous faisons un croisement avec les analyses classiques à propos de la formation professionnelle, surtout en ce que concernent les auteurs qui traditionnellement travaillent sur la question. Cela nous renvoie à la réflexion sur les spécificités inhérentes aux processus éducatifs en économie solidaire vers l'acquisition de compétences individuelles et collectives. Cela est vrai dans plusieurs champs de l'éducation en ES, mais en prenant par exemple la gestion, nous allons donc prévoir que dans les processus formatifs en ES nous devons considérer le management comme **spécifique** car il doit prendre en compte la complexité des projets qui peuvent toujours être placés entre hybridation des ressources et viabilité économique, entre qualité des services ou prestation et gestion « décente » des équipes salariés, entre développement durable et inscription partenariale, parmi d'autres contradictions inhérentes à ce processus.

Le PPP du CFES/NE, semble encore indiquer le besoin de l'installation d'un esprit d'apprentissage collective, qui semble aller dans la direction de ce qu'affirme Codello-Guijarro (2010) sur les communautés de pratique (Wenger, 1998 et Chanal, 2000) comme étant des groupes d'individus qui ont une histoire commune, qui interagissent fréquemment, qui partagent des connaissances et rencontrent des problèmes proches, au sein d'une même organisation. Ils travaillent ensemble et réalisent des activités pour partie communes, pour partie complémentaires. Nous notons d'ores et déjà que cette notion a intégré la logique de compétences collectives sans pour autant la mentionner. En effet, l'appartenance à une communauté de pratique provient d'un engagement mutuel des individus (Wenger, 2000) dans les actions dont ils négocient le sens les uns avec les autres.

Les membres d'une communauté de pratique sont ainsi complémentaires et reliés entre eux. En fait, cet engagement mutuel est la source d'une cohérence qui est entretenue par la pratique de chacun. Il provient ainsi d'une forme de gestion des compétences collectives et de la capacité des individus à *connecter* efficacement leurs connaissances avec celles des autres (Chanal, 2000, p.7). La nécessité d'une connexion des compétences est particulièrement évidente dans le cas des communautés où cet engagement mutuel suppose des contributions complémentaires comme c'est notamment le cas dans une logique d'hybridation des ressources humaines. Mais la complémentarité des connaissances s'applique aussi selon Wenger quand il y a redondance des compétences, comme cela peut être le cas dans la gestion d'un service associatif : redondance des compétences entre bénévoles, entre salariés, mais aussi entre salariés et bénévoles lorsque des tâches sont partagées. Dans ce cas aussi, les personnes sont amenées à s'aider mutuellement et la compétence qui consiste à savoir aider et à se faire aider est en réalité plus importante que le fait de répondre soi-même à toutes les questions. La compétence collective constitue ainsi une « plus-value » en ce sens qu'elle est porteuse de différentes « ressources », différentes formes de savoirs.

Ce sens de communauté pratique ou apprenante, est très important pour la consolidation d'une pratique économique solidaire différenciée, c'est-à-dire, celle construite dans le sens du rapport au marché mis en évidence au paragraphe 1.1 de cet article. Pour que la construction de logiques nouvelles, aussi bien individuelles que collectives, soit possible, dans le processus de construction et consolidation de marchés économiques solidaires, l'esprit de communauté de pratique/apprenante est essentiel. Ce processus indique la négation de la logique traditionnelle de rapport au marché pour construire de nouvelles stratégies d'articulation entre les initiatives elles-mêmes et avec les consommateurs qui doivent aussi faire partie des communautés pratiques. Cela peut être mis en évidence par les innombrables expériences de mise en place de circuits courts de commercialisation de produits agroécologiques à travers les marchés bio ou encore des paniers « prépayés » (tel que les AMAP en France). Au Brésil, ces expériences ont un fort contenu éducatif car les règles, les prix, les emballages, la planification de la production et de la commercialisation, entre autres, sont toujours discutés de façon collective et à travers les processus de médiation, normalement présent dans ce processus, que les formateurs avancent dans la construction de nouvelles pratiques et même théories sur la continuité de ces mêmes processus.

### 3.2.3 – L'axe 3 : Pédagogie de l'autogestion et de la systématisation

Le premier aspect qui semble évident dans l'axe 3 du contenu du CFES/NE est la conception d'éducation qui émerge de son ensemble. L'option du centre de formation est celle de l'éducation populaire qui, dans la synthèse de Nascimento (2010, p.3), présente les principes suivants :

- Met l'organisation populaire au centre même de la construction d'un projet politique alternatif
- Reconnaît le contexte dans lequel elle s'insère comme l'espace concret et déterminant des rapports sociaux, politiques et économiques;
- Met en évidence la démocratie dans la construction d'un nouveau projet de société ;
- Met en valeur la culture populaire en tant que source d'identité et force d'un projet populaire national ;

- Reconnaît la vie quotidienne et l'expérience, en tant qu'espaces de construction d'une nouvelle société ;
- Met en relief l'importance du rôle de l'individu et de la subjectivité ;
- Assume les outils de la « systématisation » et de la « recherche-action » en tant que méthodes stratégiques pour la réflexion sur les expériences.

Dans la perspective de la construction de la pédagogie de l'autogestion, le principe méthodologique général adopté par le CFES/NE est que « *tout processus d'enseignement et d'apprentissage se déroule à partir de la construction/reconstruction de savoirs des participants ayant pour base les savoirs inhérents à la culture populaire aussi bien que les savoirs scientifiques construits historiquement par l'humanité. Dans ce sens, la méthodologie part du principe que « il n'existent pas de savoirs, ni rapport des sujets au savoir, s'il n'est pas possible de comprendre ce processus en rapport avec le contexte politique, économique et social dans lequel ces mêmes sujets s'insèrent. »* (CFES/NE, 2010) Et dans la pratique, ce principe peut être expérimenté à partir d'activités capable de : a) partir du contexte et de l'environnement ; b) mettre en valeur les savoirs des participants ; c) stimuler l'émission d'opinions ; d) créer un environnement ludique et amicale ; e) pratiquer l'interdisciplinarité.

En tant qu'éléments importants dans la caractérisation de la pédagogie de l'autogestion, le PPP du CFES/NE indique encore que le travail pédagogique sera orienté par les notions de réseau et territoire.

Selon Mance (2002), les réseaux économiques solidaires : a) permettent d'agglutiner différents acteurs sociaux dans un mouvement organique avec un fort potentiel transformateur ; b) répondent aux besoins des acteurs en ce qui concerne l'emploi de leur force de travail et la satisfaction de leur besoins en général, par l'affirmation de la singularité féminine, ethnique, etc. ; c) nient les structures capitalistes d'exploitation du travail, de l'expropriation dans la consommation et de domination politique et culturel, et d) mettent en place une nouvelle manière post-capitaliste de produire et consommer, d'organiser la vie collective tout en affirmant le droit à la différence et à la singularité de chaque personne, à travers de la promotion solidaire des libertés publiques et privés éthiquement exercées. Les réseaux sont encore animés par flux. Ils sont dynamiques et actifs, mais n'apportent pas en soi leur principe dynamique, qui est le mouvement social. Ce dernier est animé aussi bien par les dynamiques locales que globales, notamment demandées par de grandes organisations. (Santos, 1996).

D'un autre coté, le territoire est le principe premier d'organisation de l'activité du CFES/NE, pour deux raisons principales selon son PPP : a) c'est dans le territoire que nous voyons apparaître les spécificités régionales, très importantes surtout dans cette région du Brésil ; b) c'est la notion de territoire qui est le principe même d'organisation du réseau de formateurs, principal produit de l'action du CFES dans la région. Et sur cette question, le PPP du CFES/NE indique une concordance avec Milton Santos (2002, p.10) telle que :

« Le territoire n'est pas seulement l'ensemble des systèmes naturels et de systèmes de choses superposées. Le territoire doit être compris comme le territoire utilisé, et non pas comme le territoire en soi. Le territoire utilisé est le sol plus l'identité. L'identité est le sentiment d'appartenance à ce qui nous appartient. Le territoire est le fondement du travail, le lieu de résidence, des échanges matériels et spirituels et de l'exercice de la vie »

Les activités du CFES/NE seront balisées par le sens relationnel présent dans la définition du territoire qui traduit l'incorporation, simultanée, de l'ensemble des rapports sociaux et de pouvoir, et du rapport complexe entre les processus sociaux et l'espace géographique, celui-ci compris comme l'environnement naturel et l'environnement socialement produit. En plus, ce sens relationnel implique comprendre que la notion de territoire ne se lie pas seulement aux idées d'enracinement, stabilité, limite, frontière, fixation, mais aussi aux idées de mouvement, fluidité et connexion. (Haesbaert, 2002).

Dans cet axe, le CFES développe encore la conception de systématisation qui orientera ses activités. Dans la pédagogie de l'autogestion, la systématisation fait partie de la méthodologie et est très important dans la construction de synthèses des processus politico-pédagogiques. Dans le PPP du CFES/NE, nous retrouvons que « *la méthode de systématisation s'appuie sur la réflexion, l'analyse et l'interprétation face à une nouvelle pratique. La systématisation ne doit pas être la mémoire des moments formatifs, ce qui la distingue d'une recherche et d'une évaluation. Elle est processuelle, interprétative et propositionnelle. L'intention est donc que la systématisation soit l'organisation des informations sur la pratique ou sur la production théorique et soit basée sur des connaissances scientifiques. C'est-à-dire, la systématisation est une production critique pour aider la réflexion des pratiques. Ainsi, elle doit comprendre le résultat des réflexions critiques des sujets sociaux engagés dans l'expérience (JARA, 2006).* »

Pour l'organisation de ce travail, il est nécessaire planifier et définir des outils qui puissent faciliter et en même temps fournir une méthode de travail au collectif de personnes en formation, surtout celles choisies pour faire le travail de systématisation finale de chaque activité. Cette conception prétend la garantie d'aptitudes à, entre autres, partager une matrice d'organisation de la pensée (cognitive, conceptuelle et de critères de valorisation) et de mettre en évidence les variables présentes dans le processus en entier tel que les conflits, les erreurs et les bons résultats.

Dans le contenu, du PPP finalement, le CFES/NE indique que la systématisation est :

- Une réflexion à partir de la pratique qui exprime la singularité de l'expérience ;
- Un processus pédagogique qui part de la construction collective et participative qui permet des connaissances organisées, analytiques et critiques sur les expériences vécues par les sujets ;
- Une partie du processus éducatif (est donc organique à celui-ci) et retro-alimentatrice de l'action ;
- Référence pour l'investigation et approfondissement analytique, cherchant à amplifier les connaissances et faire avancer le processus social ;
- Fondamental à la construction des outils techniques et symboliques afin d'incorporer des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, objectifs et subjectifs, et les dimensions micro et macrosocial ;
- Très important dans la préservation de la mémoire historique des expériences vécues pour les travailleurs et les travailleuses, surtout pour le respect des diversités culturelles inhérentes aux initiatives.

La pédagogie de l'autogestion explicitée dans l'axe 3 du PPP du CFES/NE semble être une construction nouvelle, même si les écrits sur l'autogestion datent de beaucoup plus longtemps. La proposition de principes et de méthodologies est donc encore très théorique dans le sens où c'est à partir des activités de formation mise en pratique par les formateurs que les contours de cette pédagogie seront définis. En ce qui concerne le rapport au marché, c'est l'élément de la systématisation qui semble être le plus édifiant dans la construction d'une logique nouvelle, car c'est à partir du processus d'action-réflexion-action que les sujets de l'économie solidaire peuvent construire de nouvelles pratiques commerciales, de gestion, économiques, entre autres. L'innovation principale est de considérer que chaque participant aux processus formatifs est non seulement capable de systématiser, mais que c'est principalement le résultat de leurs apprentissages qui se réfléchit dans les contenus des processus de systématisation, qui font avancer l'état des choses dans la construction plus large de l'économie solidaire.

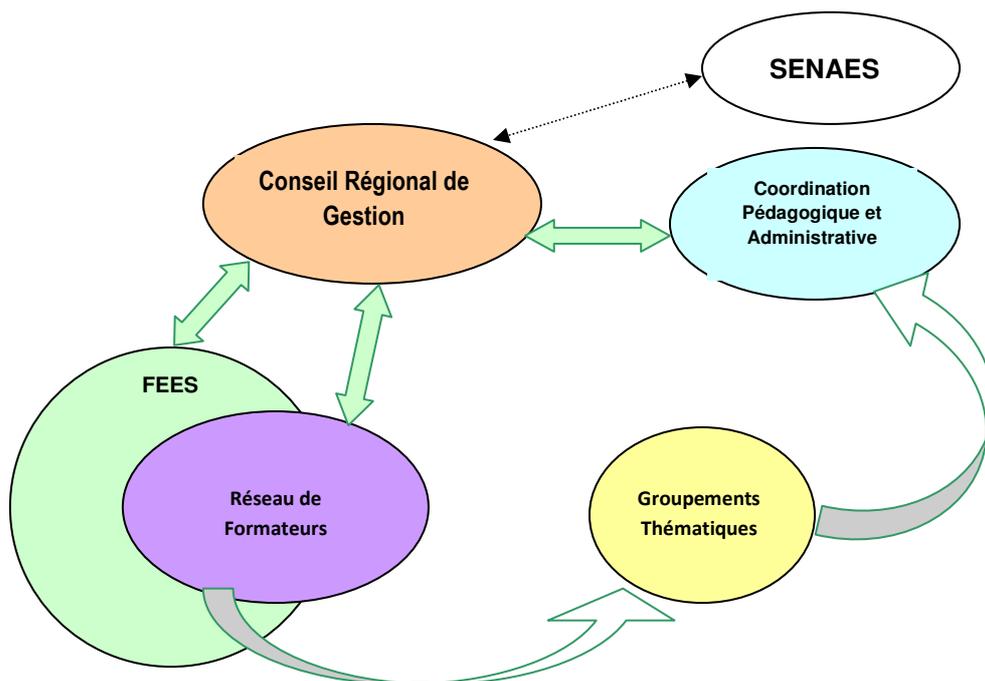
#### 3.2.4 – L'axe 4 : La Stratégie politique, formative et l'organicité du réseau de formateurs

Le CFES/NE réunit 9 états brésiliens (Maranhão, Piauí, Ceará, Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambuco, Alagoas, Sergipe et Bahia). La région a une superficie de 1.558.196 Km<sup>2</sup> de superficie et recense 53.591.197 habitants. C'est une des plus grandes régions du pays et dans la cartographie des

initiatives économiques solidaires faite par le gouvernement, le Nordeste représente 44% du total des initiatives révélées par l'enquête regroupant ainsi un total de 447.535 hommes et 268.477 femmes, ce qui représente la plus grande concentration de travailleurs de l'économie solidaire au Brésil.

C'est important d'identifier les dimensions régionales pour pouvoir comprendre le défi de construire une stratégie formative dans le CFES/NE. Dans chacun des états, nous retrouvons une représentation du Forum Brésilien d'Economie Solidaire et les forums d'Economie Solidaire de chaque état (Fórum Estadual de Economia Solidaria – FEES) sont le point de départ de toute discussion menée par le CFES.

Dans ce que nous appelons la stratégie politique, formative et l'organicité du réseau de formateurs, la première chose à mettre en évidence est le principe de gestion démocratique indiqué comme étant le focus le plus important de l'apprentissage collectif. « Dans l'exécution de la stratégie formative, les principes de gestion sont la démocratie et la participation, cherchant à produire des solutions et des accords consensuels pour l'ensemble des personnes participant à la gestion, c'est-à-dire le Conseil de Gestion Régional et les collectifs de formateurs de chaque état. Ces principes auront un impact direct sur la gestion administrative et pédagogique du centre en ce qui concerne les différentes instances et instruments de gestion. Il est important d'affirmer que la plus grande partie de la construction de la gestion sera faite à partir de la discussion collective développée sur la base de la méthodologie de mise en place par le CFES, principalement dans la définition de son règlement intérieur qui définira les rôles, les objectifs et plus de détails sur la gestion. » Pour mieux comprendre la structure de gestion, le schéma suivant peut être très didactique :



Pour expliquer le schéma :

#### a) Conseil Régional de Gestion

a.1. **Composition** : Représentant indiqué par le Secrétariat National d'Economie Solidaire (SENAES), un représentant de l'Université Fédérale Rurale de Pernambuco, institution coordinatrice du CFES/NE, un représentant par état indiqué par les FEES, un représentant du réseau d'éducateurs en économie solidaire, un représentant par projet du SENAES qui développent des actions d'éducation

en économie solidaire, un représentant par réseau thématique dont les thématiques sont transversales au projet CFES, comme par exemple le Réseau d'Education Citoyenne (RECID).

**a.2. Description du rôle:** Le conseil régional de gestion est l'instance décisionnaire principale du CFES et il a le rôle de coordination politique du centre, à partir de l'établissement d'un rapport organique avec la coordination pédagogique et administrative du centre. Le conseil de gestion définit les directives et stratégies d'éducation en économie solidaire dans la région et est intrinsèquement lié aux forums d'économie solidaire de chaque état (FEES) et au réseau de formateurs.

## **b) Réseau de formateurs en Economie Solidaire**

**b.1. Composition:** La composition du réseau doit être définie par les FEES et les organisations qui le composent, à partir des orientations du Conseil Régional de Gestion. Cependant, il est important d'indiquer que le réseau n'est pas formé uniquement avec les acteurs des FEES, mais aussi avec d'autres acteurs qui travaillent dans la perspective de construction d'un autre modèle de développement à partir de thématiques transversales au CFES, mais qui ne se reconnaissent pas toujours en tant qu'acteurs de l'économie solidaire. Dans sa composition, nous trouvons la participation des initiatives, des organismes d'appui et des élus qui seront choisis à partir des critères définis par le Conseil Régional de Gestion et qui, notamment, devront avoir une expérience dans le champ de la formation en économie solidaire.

**b.2. Description du rôle :** Le réseau de formateurs est le principal sujet des processus éducatifs du CFES qui a pour objectif principal la formation de formateurs. Il a défini, avec le Conseil Régional de Gestion, son propre rôle et parmi les attributions principales nous mettons en évidence : identifier, mobiliser et articuler les éducateurs dans chaque état, retro-alimentant les processus éducatifs du centre, établissant un rapport dialectique de pratique, réflexion et systématisation des connaissances avec le centre dans la perspective de contribuer à l'élaboration de sa planification participative, son exécution et son évaluation. Le réseau est donc un espace d'articulation, de force politique pour potentialiser les expériences. C'est un espace politique d'organisations qui font de la formation et de l'éducation politique pour l'économie solidaire. Le réseau est un espace d'organisation horizontale qui permet la socialisation des expériences puisqu'elle représente le lien entre elles.

## **c) Coordination Pédagogique et Administrative**

**c.1. Composition :** La coordination pédagogique et administrative du CFES/NE est assumée par l'Université Fédérale Rurale de Pernambuco qui, en 2007, a gagné l'appel d'offre pour exécuter le projet en partenariat avec 42 institutions de la société civile rattachées à l'église, aux syndicats, aux initiatives et aux réseaux d'initiatives entre autres. Dans l'équipe de coordination pédagogique et administrative, en plus des professeurs qui contribuent au centre de formation, le projet a permis d'embaucher trois autres personnes qui assurent les tâches quotidiennes de coordination pédagogique et administrative.

**c.2. Description du rôle :** La coordination pédagogique et administrative formule, exécute et accompagne les processus éducatifs régionaux, dans l'exécution des objectifs de formation, de systématisation, de publication et de communication du CFES en accord avec les délibérations du Conseil Régional de Gestion. La coordination pédagogique et administrative est encore responsable des activités techniques et administratives, selon les besoins du centre.

## **d) Groupes Thématiques**

**d.1. Composition :** Ils sont composés par les membres du Réseau de Formateurs en Economie Solidaire, sélectionnés à partir de leurs compétences spécifiques nécessaires à l'éducation en ES ainsi

que pour leurs compétences en tant que formateurs dans les thématiques inhérentes à l'économie solidaire, aussi bien que des thématiques transversales.

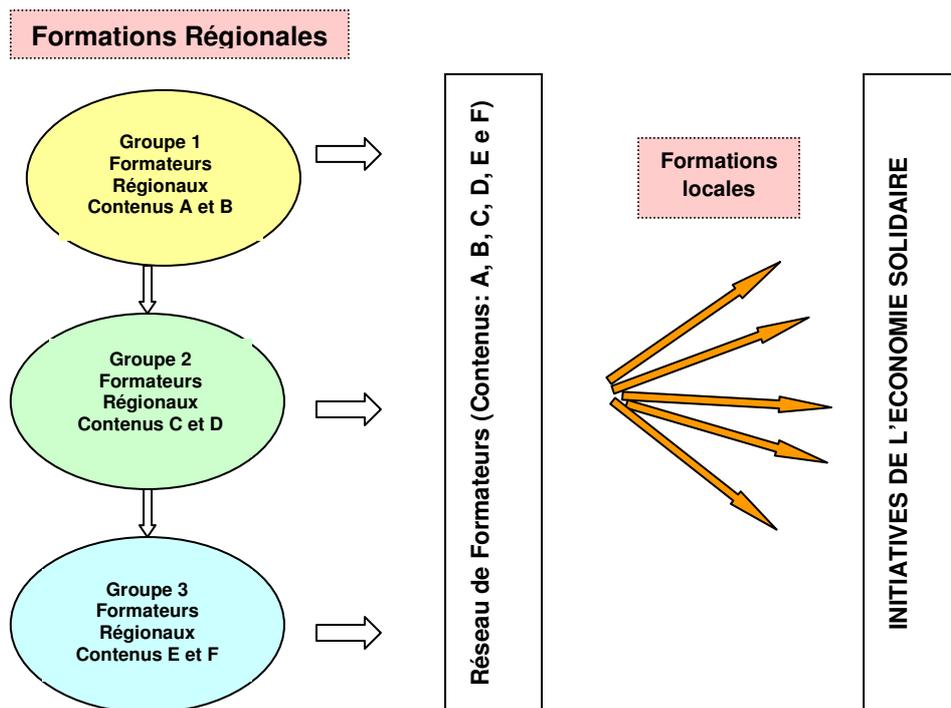
**d.2. Description du rôle :** Les groupes thématiques sont encore en construction dans le processus de mise en place du centre. L'idée est de composer des groupes par thématique qui puissent éventuellement se déplacer pour satisfaire les besoins de formation des acteurs de l'ES dans tous les états de la région. Les groupes thématiques n'ont pas encore été arrêtés mais quelques uns sont déjà en discussion : gestion et commercialisation ; genre, ethnie et génération ; agroécologie ; développement territoriale ; sociopolitique et éducation et bases légales. Chaque groupe de travail doit être responsable non seulement des activités formatives, mais aussi des systématisations et publications dans chaque domaine de connaissance. La création d'un groupe de travail est une initiative des formateurs qui s'incorporent petit à petit au réseau de formateurs.

En plus des structures de fonctionnement du centre, la stratégie politico-pédagogique présentée dans le PPP du CFES comprends encore les blocs de contenus ou ce que nous appelons le curriculum du centre. Cette dernière est composée tout d'abord par des contenus qui ont été définis comme une base commune et qui reviennent dans toutes les formations, car ils sont considérés comme essentiels à la formation de tous les éducateurs en économie solidaire, tout en respectant les spécificités des approfondissements nécessaires aux différents formateurs. Cette base commune est composé par les blocs de contenu qui se suivent : a) Economie Solidaire ; b) Education Populaire et question psychopédagogiques ; c) Systématisation d'expériences ; d) Réseaux de collaboration en économie solidaire.

A cette base commune viennent se greffer les spécialisations du curriculum qui s'organisent autour de six blocs principaux de contenus, c'est-à-dire : a) Gestion et viabilité de l'initiative économique solidaire ; b) Développement local et territorial durable ; c) Commerce équitable et solidaire ; d) Finances Solidaires ; e) Encadrement juridique de l'économie solidaire ; f) Politiques publiques, participation citoyenne et contrôle social.

Au terme des trois ans de l'aide financière du gouvernement fédéral, le centre aura préparé 120 formateurs régionaux (représentant 9600 heures de formations) avec des capacités dans de multiples disciplines et capables de répondre à une partie des besoins de formation des initiatives dans la région. Ces formateurs auront aussi le rôle d'agent multiplicateur dans les 9 états de la région Nordeste en ayant en charge, à leur tour, la formation de 40 individus par an et par état (80 heures de formations chacun), soit un total de 1080 formateurs sur la période considérée pour un investissement de 86.400 heures de formation. Et, finalement, ces 1200 formateurs seront responsables, au niveau local, à travers 5 ateliers (de 16 heures chacun) par an et par état de former au minimum 2700 sujets à l'économie solidaire, soit un objectif de 43.200 heures de formation. Les ateliers locaux sont réalisés dans les lieux de travail même et ont des thématiques ouvertes pour favoriser les dynamiques et les spécificités locales.

La structure de la dynamique de formation instituée par le CFES/NE est représentée dans le schéma suivant :



Pour finaliser l'analyse de la stratégie politico-formative du CFES/NE, nous retrouvons encore dans son PPP une proposition de stratégie d'articulation et de mobilisation régionale à partir de l'établissement de partenariats. Depuis la réponse à l'appel d'offre, le CFES/NE a la plus grande articulation d'organisations (42 organisations sont cosignataires de la proposition) de toutes les propositions envoyées dans les différentes régions du Brésil. C'est ce groupement d'acteurs qui a permis la base initiale de l'articulation du CFES dans la région. Cependant, la première année de mise en place indique le besoin d'aller plus loin dans l'amplification des articulations et partenariats qui peuvent consolider l'action du centre.

Dans ce sens, le PPP indique quelques possibilités d'articulation dans la région avec les gouvernements des états et des villes, d'autres universités, d'autres réseaux qui travaillent avec des thématiques similaires ou transversales aux thématiques du centre, les élus en général, les mouvements sociaux et/ou organisations de la société civile qui établissent un rapport avec la thématique de l'économie solidaire, la « Articulação do semi-árido (ASA)», les mouvements féministes, les mouvements ethniques et raciaux, les mouvements d'éducation de jeunes et adultes et les mouvements culturels.

Une analyse de la stratégie politico-formative du CFES/NE faite à partir d'un croisement avec la conception du rapport au marché présenté dans la section 1.2 de cet article peut permettre quelques réflexions. Tout d'abord il est important d'affirmer que la base de la stratégie formative est le réseau de formateurs. Nous ne sommes pas devant une conception linéaire de la formation qui présuppose des institutions formelles et hiérarchisées comme responsables des processus formatifs, mais devant une stratégie horizontale et diversifiée qui articule les acteurs même de l'économie solidaire (avec un profil spécifique qui correspond aux besoins de formation des initiatives) et les transforme, à partir d'un processus simplifié de formation de formateurs en multiplicateurs des contenus formatifs du centre. Cette stratégie de réseau, renforce la pratique nécessaire à la constitution de marchés économiques solidaires et indique l'existence d'un 'effet miroir' lors de l'application des vécus formatifs dans le quotidien des expériences.

Un deuxième point que nous voulons mettre en évidence dans cette analyse est la stratégie d'articulations et partenariats proposée par le centre. Il est impératif que l'articulation des

formateurs de la région perdure au-delà des trois années financées par le gouvernement fédéral actuel. Pour cela, en plus de l'établissement de partenariats et d'articulations, il est essentiel de trouver un chemin pour garantir la durabilité du réseau aussi en termes économiques car elle doit être autonome par rapport au gouvernement pour garantir la continuité de la stratégie formative du mouvement d'économie solidaire. Sous cet aspect, l'effet miroir se présente à nouveau car les articulations avec l'état et la société civile sont essentielles à la constitution de marchés économiques solidaires.

Finalement, il est très intéressant d'observer dans la stratégie politico-formative du CFES/NE le mariage intéressant avec les forums d'économie solidaire de chaque état, structures qui existaient déjà avant le fonctionnement du CFES, et qui garantisse une certaine confluence du mouvement pour l'économie solidaire au niveau national. Cependant c'est aussi, en même temps, un des plus graves problèmes pour la mise en place du centre dans la région car les FEES vivent en ce moment une phase de démobilitation dont les causes ne sont pas connues pour l'instant. Ce processus de démobilitation amène le centre, d'un côté à élargir sa stratégie formative au-delà des FEES et d'un autre à réfléchir à la stratégie de remobilisation des forums à partir des activités et pratiques formatives.

## Conclusions

L'analyse que nous avons faite de la pratique du Centre de Formation en Economie Solidaire de la région Nordeste au Brésil reflète UNE pratique parmi d'autres mises en route dans les autres régions brésiliennes. Les spécificités générées dans le processus de mise en place des centres de formation, bien qu'orientés par un même terme référentiel d'appel d'offre, générera certainement des produits très différents, car singuliers dans leur construction et dans leurs spécificités régionales.

Dans le processus de constitution même du champ de l'économie solidaire au Brésil, l'éducation est certainement, et nous l'avons affirmé plusieurs fois dans notre réflexion, un champ prioritaire. Cependant, les changements nécessaires pour que l'économie solidaire devienne vraiment un autre paradigme de développement économique et social sont énormes. Nous parlons ici d'un changement des modes de fonctionnement et de la culture même de la société, de l'Etat et du *modus operandi* des individus dans la société. La nature du défi que nous avons à relever est un peu à l'image d'une traversée de l'océan à la nage et à contre-courant. C'est lutter contre toute une logique qui, aujourd'hui, fait partie de l'âme, du cœur, de l'esprit, de la vie quotidienne de tout un chacun, et parfois même de ceux qui sont immergés dans l'économie solidaire.

La formation, ou à mieux dire, l'éducation en économie solidaire, ne sera jamais capable d'avoir le rôle de rédemptrice de tous les maux causés par l'hégémonie capitaliste sur notre planète. Cependant, le processus de crise de ce modèle qui apparaît chaque fois de façon plus évidente, dans ses dimensions écologique, économique, financière, politique, sociale et culturelle entre autres, indique que nous sommes dans un état de collapse et d'énormes interrogations sur l'avenir de la planète et de la continuité de la vie humaine. Et nous reprenons donc Viveret (2004) qui affirme que *« si l'on crée des conditions telles qu'il y a destruction des rapports entre les êtres humains ou destruction de leur désir même de l'humanité, si ce que j'ai proposé d'appeler dans mon rapport les fondamentaux écologiques, humains ou anthropologiques sont en danger, il n'y a pas d'économie possible. Par rapport à ces deux grands défis de l'avenir que sont le défi écologique et le défi de l'humanité elle-même, c'est la question même de la production du vivant humain qui nous est posée. »*

Dans ce sens, l'éducation en économie solidaire est un outil indispensable dans la déconstruction de la logique hégémonique et la construction d'une autre logique qui puisse baliser la vie humaine sur la planète à partir de nouveaux 'indicateurs de richesse' (Viveret, 2004) qui puissent redimensionner ce que nous appelons aujourd'hui la croissance ou le développement. Ainsi, nous ne pouvons pas penser à une stratégie ponctuelle, mais de long terme ; pas restreinte à un petit groupe de personnes, mais massive ; pas superficielle, mais profonde ; pas restreinte à une seule sphère de

la société, mais ample au sens de l'Etat, de la société civile et du marché ; pas unidimensionnelle, mais multidimensionnelle et interdisciplinaire.

Et, est-ce que la politique des centres de formation en économie solidaire au Brésil va dans cette direction ? En termes généraux, nous pouvons dire que le modèle des CFES arrive à peine à faire 'des chatouilles' dans l'intention de changement de la logique dominante. Et, dans cette perspective, leur rôle est principalement politique dans le sens d'essayer d'articuler les éducateurs qui sont déjà en train de travailler ce changement de façon isolée. Cependant, il est évident que la continuité des activités promues par les CFES est un problème majeur qui s'impose dans la constitution du réseau de formateurs aujourd'hui. C'est-à-dire, pour articuler le réseau, il faut projeter son avenir et réfléchir à une stratégie consonante avec celle du mouvement d'économie solidaire pour l'éducation en économie solidaire. Cela est donc une des grandes innovations retrouvées dans ce processus, car nous mettons la politique publique au service de la stratégie du mouvement et pas le contraire comme c'est le cas dans l'optique traditionnelle des programmes publics de formation et qualification professionnelle.

Un autre défi que nous retrouvons dans l'analyse du cas des CFES au Brésil est d'ordre épistémologique et méthodologique. Nous avons affirmé dans cet article que nous ne pouvons pas enseigner la pédagogie de l'autogestion car elle se construit à partir de la pratique des sujets participants des processus formatifs. Cela pose un problème car nous avons très peu de temps dans le projet CFES (3 ans à peine) pour consolider une base épistémologique et méthodologique qui puisse faire face aux défis d'atteindre les besoins de formation des initiatives d'économie solidaire. Nous pouvons peut-être dire que les « pierres fondamentales » sont posées, mais que l'édifice reste à construire.

Finalement, nous voulions restreindre la réflexion aux trois questions principales qui traversent l'analyse menée dans cet article : Les rapports entre l'Economie Solidaire et la Science de l'Education représentent-ils un nouveau champ de recherche pour cette dernière ? Quel « projet épistémologique » nous pouvons envisager dans le modèle mis en place dans la tentative brésilienne de vulgariser la formation en ES ? Quels sont les rôles de l'Etat, des institutions de recherche et de la société civile dans cette construction ?

Dans l'essai de répondre aux trois questions, qui ne sont pas simples, la première chose qui nous vient à l'esprit est une réflexion sur le rôle des institutions de recherche dans la consolidation d'un paradigme éducatif en économie solidaire. Tout d'abord, il y a le défi de l'interdisciplinarité car un projet éducatif pour l'économie solidaire n'est pas viable sans l'interaction nécessaire de plusieurs disciplines. Il faut donc faire le débat avec les institutions de recherche et d'enseignement à propos de leur rôle dans cette construction. En projetant l'avenir, il est peut-être possible d'envisager les sciences de l'éducation en tant que médiatrices de ce processus avec les autres sciences. Cependant, pour que cela ait lieu, il est impératif d'interroger les éducateurs et les institutions qui les forment sur le modèle de développement et de croissance qui oriente leurs actions éducatives. Au Brésil, ce processus de réflexion commence à peine si nous regardons les travaux scientifiques présentés dans les principales rencontres annuelles de recherche en éducation, dont l'Association National de Recherche en Education (ANPED) est la principale porte parole.<sup>9</sup>

Le rôle des institutions productrices de science et de technologie est très important dans la configuration d'un nouveau paradigme sociétal. Dans un pays comme le Brésil, le rôle de ces institutions caractérisées comme compromises avec l'universel, avec l'avenir, prend des tournures encore plus importantes en direction de l'établissement d'un compromis avec le présent. Cela exige un nouveau profil de professeur, dédié à la recherche-action et plus sensible aux problèmes sociaux ; une nouvelle organisation des différents niveaux de formation universitaire plus flexible et qui priorise un rapprochement de la réalité sociale ; une plus grande articulation entre la théorie et la pratique de façon interdisciplinaire.

---

<sup>9</sup> Pour confirmer cette affirmation voir le site de l'ANPED : [www.anped.org.br](http://www.anped.org.br)

Cela signifie rompre avec le paradigme de science qui oriente nos actions de recherche et d'enseignement. Il est impératif de le revisiter pour essayer de rompre avec la logique cartésienne qui envahit nos institutions de recherche et d'enseignement et qui renforce chaque fois plus un modèle de développement et de croissance qui va à contre-courant de la construction de l'économie solidaire. Ce n'est pas suffisant d'avoir de l'éthique dans la production et l'usage du savoir. Ce n'est pas l'appropriation et l'adaptation des technologies existantes qui pourront réduire les inégalités sociales vers la construction d'une logique de construction d'un nouveau paradigme d'un point de vue social, économique et surtout écologique. Le grand défi des institutions de recherche et d'enseignement est donc d'établir une nouvelle logique de développement scientifique et technologique qui puisse incorporer, de la conception à l'application, une intentionnalité d'inclusion sociale et de décroissance dans la perspective de la construction du paradigme de l'économie solidaire.

## Bibliographie

Allard-Poesi F. 1997. *Nature et processus d'émergence des représentations collectives dans les groupes de travail restreints*, Thèse de doctorat, Université Paris-Dauphine, Paris

ALVES, Giovanni (2001) *Dimensões da globalização*, Londrina: Editora Práxis.

\_\_\_\_\_ (1999) *Trabalho e mundialização do capital*, Londrina: Editora Práxis.

\_\_\_\_\_ (2000) *O novo (e precário) mundo do trabalho*, São Paulo: Editora Boitempo.

Andre, M. E. D. 2001. O projeto pedagógico como suporte para novas formas de avaliação. In : CASTRO, Amélia Rodrigues de & PESSOA DE CARVALHO, Anna Maria (dir.) - *Ensinar a ensinar* : São Paulo, Pioneira, 2001

ANTUNES, Ricardo (1999) - A centralidade do Trabalho hoje. In : FERREIRA, Leila et alli - *A sociologia no horizonte do século XXI* - São Paulo, Boitempo Editorial

Bataille F. 1999. *Compétences collectives et management des équipes opérationnelles. Une étude longitudinale de Philips Consumer Communications* », Thèse de doctorat en Sciences de Gestion, Université de Caen

Boutinet, J. 2002. *Antropologia do projeto*, 5. ed. Porto Alegre: ARTMED

CFES/NE. 2010. Reunião do conselho gestor sobre a temática "Projeto Político Pedagógico", Carpina, 13 e 14 de maio, mimeo.

Chanal V. 2000. « Communauté de pratique et management par projet : A propos de l'ouvrage de Wenger (1998). «Communities of Practice : Learning, Meaning and Identity », *Management*, Vol. 3, n°1, p.1-30

Codello-Guijarro, P. 2010. La Gestion par les compétences collectives : source de performance dans les associations ? accès le 20/05/2010 en <http://www.agrh2004-esg.uqam.ca/pdf/Tome3/CodelloGuijarro.pdf>

Combes, M.-C. 2002. *La compétence relationnelle : une question d'organisation*, colloque GIPMIS «Compétences : règles collectives et compromis sociaux », 26 octobre 2001, p. 1-27

I Conférence thématique de formation et assistance technique en économie Solidaire, 2010, accessible en [www.mte.gov.br](http://www.mte.gov.br) en 20/05/2010

Coraggio, J. L. 1994. *La gente o el capital : desarrollo local y economía del trabajo*, Quito : Centro de Investigaciones CIUDAD : ILDIS-FES : Abya Yala

FERNANDES, Florestan. Reflexões sobre as “revoluções interrompidas” (uma rotação de perspectiva, 2008). Encarte CLACSO. Cadernos da América Latina. Le Monde Diplomatique Brasil. Ano 2, número 14, setembro de 2008.

Gadrey J. 1996. *L'économie des services*, La Découverte, coll. Repères, 125 p.

Glady M. et P. Valeau, 1996. « *Le discours, expression ou construction de l'implication* », AGRH

Glaser B.-G. et A.-L. Strauss, 1967. *The discovery of Grounded Theory : Strategies for Qualitative Research*, New York, Aldine de Gruyter

HARVEY David. A condição pós-moderna: uma pesquisa sobre as origens da mudança cultural. Parte III, item 17. São Paulo: Edições Loyola, 1993.

Hatchuel A. 1994. « Apprentissages collectifs et activités de conception », *Revue française de Gestion*, n°99, pp.109-120.

Kuenzer, A. Z. O ensino médio e profissional: as políticas do Estado neoliberal. São Paulo: Cortez, 1997.

Laville J.-L. et B. Eme, 1994. *Création d'emplois et processus d'insertion dans les services de proximité*, CRIDA-LSCI/CNRS, Rapport final de l'étude réalisée en 1987 dans le cadre de la convention n°8544 pour la Délégation à l'insertion professionnelle et sociale en difficulté et la Délégation à l'emploi.

LISBOA, Armando de Melo. Solidariedade. In: CATTANI, David (Org). A outra economia. Porto Alegre: Editora Veraz Ltda, 2003. p. 253-259.

Mando N. 1990. *La gestion prévisionnelle des compétences – La méthode ETED*, La Documentation Française, Collection des études CEREQ n°57

MENDRAS, H. 1976. Les sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie. Paris, France, Gallimard, Folio Histoire, 281 P.

Moulaert, F. et Nussbaumer, J. – La logique sociale du développement territorial – Presses Universitaires du Québec, 2008

NASCIMENTO, Claudio - Paixões pedagógicas , 2010

OLIVEIRA, Francisco de. Elegia para uma re(li)gião: Sudene, Nordeste, planejamento e conflito de classes. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1977.

PINTO, João Roberto. et MEDEIROS, Alzira J. Siqueira. O Fomento Estatal da Economia Solidária: Informe Brasil (2008). Inserido na investigação coordenada pelo GRESP El fomento estatal de la economía solidaria en América Latina”.

QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de. O messianismo no Brasil e no mundo. 2ª ed. São Paulo: Alfa-Ômega, 1976

SANTOS, Boaventura de Souza. O impensável aconteceu. Disponível em [www.cartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna\\_id=3981](http://www.cartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna_id=3981). Acesso em 11 de Agosto de 2009.

Thévenet M. et J.-P. Neveu, 2002, « Politique de personnel et implication au travail », in *L'implication au travail*, Vuibert, Institut Vital Roux, chap. 1, pp. 5-20

Viveret, P. Reconsidérer la Richesse. Editions de l'Aube, 2004

Wenger E. 1998. *Communities of Practice : Learning, Meaning and Identity*, New York, Cambridge University Press

Wenger E. 2000. “Communities of practice and social learning systems”, *Organization*, 7(2), p.225-246

Yin R.-K. 1994. *Case study research*, London, Sage